

**CONSERVATOIRE DU LITTORAL  
ANTENNE DE GUYANE**

---

Prestations de renaturation du site naturel des SALINES DE MONTJOLY

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

---

**Commune de Rémire-Montjoly (Guyane - 973)**

**MAITRE D'OUVRAGE :**  
Conservatoire du littoral  
1 impasse Fort Cépérrou  
97 300 Cayenne

# SOMMAIRE

---

|  |    |
|--|----|
| 1 - GENERALITES .....  | 3  |
| 1.1- CONTEXTE GENERAL.....                                       | 3  |
| 1.2 - OBJET DU MARCHE .....                                      | 3  |
| 2 - ELEMENTS GENERAUX DE COMPREHENSION .....                     | 4  |
| 2.1 CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE DES SALINES DE MONTJOLY ..... | 4  |
| 2.2 HISTORIQUE DE LA DÉMARCHE .....                              | 6  |
| 2.3 DIAGNOSTIC ET ENJEUX POUR L'ECOSYSTEME ET LES ESPECES.....   | 8  |
| 2.4 OBJECTIFS GENERAUX ET RESULTATS ATTENDUS.....                | 10 |
| 3 - DEFINITION DE LA MISSION .....                               | 11 |
| 3.1 - PRESENTATION GENERALE DU PROJET.....                       | 11 |
| 3.2 - PRECONISATIONS TECHNIQUES COMMUNES AUX 2 LOTS .....        | 13 |
| 3.2.1 Consistance générale des travaux.....                      | 13 |
| 3.2.2 Prise en compte du caractère naturel .....                 | 13 |
| 3.2.3 Gestion de la fréquentation .....                          | 13 |
| 3.2.4 Accès au chantier .....                                    | 13 |
| 3.2.5 Signalisation du chantier.....                             | 13 |
| 3.2.6 Circulation du personnel et du matériel .....              | 14 |
| 3.2.7 Sécurité et hygiène .....                                  | 14 |
| 3.2.8 Zones de stockage et de dépôt.....                         | 14 |
| 3.2.9 Réseaux & canalisations .....                              | 15 |
| 3.2.10 Implantation et piquetage.....                            | 15 |
| 3.2.11 Nettoyage du chantier et remise en état des lieux.....    | 15 |
| 3.2.12 Réception des travaux .....                               | 16 |
| 3.2.13 Année de garantie et réception définitive .....           | 16 |
| 3.2.14 Phasage des missions.....                                 | 16 |
| 3.3 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AU LOT 1 .....        | 17 |
| 3.3.1 Planning de la mission.....                                | 17 |
| 3.3.2 Fourniture des matériaux.....                              | 18 |
| 3.3.3 Préparation des sols.....                                  | 21 |
| 3.3.4 Plantation .....   | 24 |
| 3.3.4 Entretien .....  | 26 |
| 3.4 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AU LOT 2 .....        | 28 |
| 3.4.1 Planning de la mission.....                                | 28 |
| 3.4.2 Matériel nécessaire .....                                  | 29 |
| 3.4.3 Technique d'abattage et de billonnage.....                 | 29 |
| 3.4.4 Export des produits de coupe .....                         | 30 |
| 3.4.4 Zone à traiter et densité des individus.....               | 30 |
| 4 - RESTITUTION DE LA MISSION .....                              | 31 |
| 4 - ELEMENTS TECHNIQUES MIS A DISPOSITION DU CANDIDAT .....      | 31 |

# 1 - GENERALITES

## 1.1– CONTEXTE GENERAL

Le Conservatoire du littoral est un établissement public administratif qui mène une politique foncière visant à la protection des rivages maritimes et lacustres. Les sites qu'il acquiert sont ainsi préservés de l'urbanisation et deviennent des lieux accessibles à tous. En 2025, le Conservatoire protège plus de 50 000 hectares en Guyane.

Le site naturel des « Salines de Montjoly » est un espace littoral périurbain de Guyane protégé par le Conservatoire du littoral ayant fait l'objet en 2018 de travaux de démolition d'ancien bâtis. Sur cet espace une végétation exogène prolifère depuis.

Une série d'actions visant à reconquérir l'écosystème originel dégradé de la zone est en projet, intégrant l'éradication des végétaux indésirables, des travaux de préparation des sols préalable à une revégétalisation de l'espace, en cohérence avec la palette végétale typique des littoraux guyanais.

## 1.2 – OBJET DU MARCHE

L'objet du présent marché consiste en une mission de renaturation du site des Salines de Montjoly, propriété du Conservatoire. L'enjeu principal poursuivi est de pouvoir à terme proposer un espace (re)végétalisé, au bénéfice de la diversité floristique et faunistique, du paysage et des services écosystémiques rendus par le milieu.

Le marché de revégétalisation se décompose en 2 lots qui doivent être traités indépendamment :

**Lot 1 : Récolte et mise en culture de végétaux, préparation du terrain et de sols, plantation, entretien**

**Lot 2 : Coupe et export de cocotiers**

Un prestataire peut répondre à un ou plusieurs lots.

## 2 – ELEMENTS GENERAUX DE COMPREHENSION

### 2.1 CARACTERISTIQUES DU TERRITOIRE DES SALINES DE MONTJOLY

Le site des « Salines de Montjoly » est un espace naturel périurbain protégé par le Conservatoire du littoral situé sur la commune de Rémire-Montjoly. Le domaine sous la protection foncière de l'établissement représente une superficie de 62 hectares.



Carte de présentation de l'espace naturel protégé des Salines de Montjoly – en bleu le domaine protégé par le Conservatoire du littoral

Cet espace de nature préservée à haute valeur environnementale est constitué d'une mosaïque d'habitats qui lui confère :

- un grand intérêt écologique, tant faunistique que floristique ;
- un intérêt paysager indéniable ;
- un rôle écosystémique de premier ordre, notamment en terme hydrologique ;
- une importance sociale très importante étant donné les services que procurent ce site aménagé aux usagers.

#### **En terme d'habitats, le site se compose :**

- d'une plage de sable dont l'importante dynamique littorale locale modifie régulièrement et profondément la physionomie de son emprise par la succession cycliques de phases d'érosion et d'accrétion du trait de côte ;
- d'un cordon dunaire composé d'une végétation typique des milieux sableux et notamment de formations pionnières à végétations rampantes et de formations caractéristiques des forêts xéromésophiles, incluant des espèces patrimoniales et

protégées. Étant donné le haut niveau de naturalité de cet espace, une faune d'importance communautaire fréquente régulièrement ces espaces ; les tortues marines y trouvent notamment un endroit idéal pour accomplir leur cycle de vie ;

- d'une zone humide littorale de 39 hectares située en arrière du cordon dunaire et qui est la plus remarquable de la presqu'île de Cayenne. Malgré une urbanisation importante des abords de cet espace, cette lagune qui présente une végétation particulièrement dense constitue un site d'accueil, de gîte et de reproduction privilégié pour l'avifaune et pour tout un cortège d'espèces animales et végétales strictement inféodées à ces milieux si particuliers.

**Concernant l'aspect paysager**, les Salines constituent une mosaïque de milieux tout à fait représentatifs et caractéristiques du paysager littoral guyanais, rares à l'échelle du département, largement dominé pour le reste – plus de 80% du linéaire côtier – par des côtes vaseuses impénétrables bordées de mangroves où le palétuvier s'impose de manière quasi monospécifique.

Les Salines jouent également un rôle important en rendant de nombreux **services écosystémiques** aux habitants, la partie la plus aquatique de la zone servant de réceptacle des eaux de ruissellement du bassin versant en amont, de plus de 200ha.

**Enfin, au niveau social**, les Salines de Montjoly ont été largement aménagées par le Conservatoire du littoral depuis plus de 20 ans afin d'offrir au public un espace de découverte permettant de s'immerger dans l'intimité de ces milieux généralement impénétrables. Un sentier de 1400 m ainsi que divers mobiliers pédagogiques et d'observation uniques en Guyane ont été proposés par l'établissement et permettent de découvrir les spécificités de la zone. Le site propose notamment le seul produit de découverte de mangrove du département.





## 2.2 HISTORIQUE DE LA DÉMARCHE

Lors de l'acquisition de cet espace par le Conservatoire du littoral, l'établissement a « hérité » en entrée de site d'un ensemble de bâtiments dallés, maçonnés et couverts, datés de 1960 environ : le « camp Sainte Dominique » et la « villa Saint Auber », qui ont eu plusieurs usages au fil du temps, jusqu'à être abandonnés puis occupés sans titre.



Carte : emplacement des anciens bâtiments + photographies illustratives ( à g : « Villa saint Auber » )

En 2018, à l'issue d'une procédure judiciaire, l'établissement a obtenu le droit de faire démolir les bâtiments délabrés, totalisant une emprise au sol d'environ 1 500m<sup>2</sup>.

Une entreprise de travaux publics a alors mis en œuvre de gros moyens techniques afin de libérer l'espace de ces contraintes, incluant le retrait de gravats issus de la démolition

(dont certains amiantés), et d'enrochements destinés à protéger l'ancienne habitation « Villa Saint Auber » des assauts de l'océan.



Illustration des travaux de démolition, 2018

L'écosystème naturel initial (avant la construction des bâtiments) a été *de facto* profondément impacté par l'édification des constructions : anthropisation sévère par l'apport de remblais terreux permettant d'asseoir les bâtiments sur un substrat adéquat ayant entraîné une destruction stricte des habitats originaux.

Suite à la démolition, la zone incluant l'ancienne emprise des bâtiments ainsi que les alentours immédiats (pistes et terre-pleins « viabilisés ») s'est revégétalisée sans intervention humaine. En lien avec des facteurs abiotiques perturbés, notamment dû aux mouvements des horizons du sol, une végétation opportuniste a trouvé les conditions favorables à son développement.

## 2.3 DIAGNOSTIC ET ENJEUX POUR L'ECOSYSTEME ET LES ESPECES

Sur un espace ouvert avoisinant 0.8 ha, la végétation a naturellement repris ses droits. Les relevés post opération effectués ont mis en évidence le développement rapide d'une végétation rudérale adventice non représentative de la palette végétale généralement observée en bord de mer. Ces espèces ne s'inscrivent ni dans leur diversité ni dans leur organisation dans la composition floristique typique des milieux originaux qu'elles colonisent, de surcroît de manière très dynamique.

Après 6 années d'observation, aucune évolution naturelle positive significative n'est constatée en faveur d'une recolonisation par des espèces représentatives des littoraux guyanais.

Afin de disposer d'un diagnostic précis de l'existant, de préciser les hypothèses, et de proposer des mesures de gestion permettant de favoriser la reconquête de l'espace par une végétation typique, le Conservatoire a réalisé en 2024 et en 2025 des études spécifiques sur la zone.

L'hypothèse scientifique la plus probable étant une colonisation spontanée favorisée :

- par une zone rapidement libérée de toute compétition interspécifique, laissant le champ libre aux espèces les plus résilientes et les plus compétitives ;
- par une pédologie perturbée, conséquence directe des apports passé et de la modification des horizons du sol par les mouvements de pelleteuse, ayant entraîné un mélange de restes de gravats, du substrat sableux et terreux, au détriment des espèces purement psammophiles.

En parallèle, un nombre important de pieds de cocotiers - qui, bien que naturalisés, n'en restent pas moins considérés en Guyane comme des espèces exogènes à fort pouvoir colonisateurs -, plantés dans une logique ornementale et de services par les précédents occupants, ont poursuivi leur développement, et se sont multiplié, formant des massifs denses non représentatifs des littoraux sauvages guyanais.

Fort des conclusions de ces expertises réalisées en interne, le Conservatoire a décidé de mener des actions de restauration écologique afin de permettre le retour d'une végétation typique inféodée aux milieux littoraux tel qu'exposé ci-après, sur la base de la



nomenclature CODE CORINE BIOTOPE, et présentée dans l'ouvrage de référence de G.CREMERS et M.HOFF<sup>1</sup>.

Tableau synthétisant les habitats caractéristiques observés sur le secteur des Salines de Montjoly

| Habitat générique  | Habitat élémentaire                         | Végétation caractéristique   |
|--|---|--|
| <b>11.1 : Cordons sableux littoraux et plages de sable – groupements psammophiles <sup>2</sup></b> | 11.126 : Savanes halophiles d'arrière-plage | <i>Canavalia rosea, Ipomea pes-caprae, Remirea maritima, Paspalum maritimum, Ipomea imperatii</i> ( <i>patrimoine, aire de répartition très limitée</i> ), <i>Cyperus ligularis, Centrosema brasilianum, Crotalaria retusa, Vigna luteola, Cassytha filiformis, Anacardium occidentale, Sprobolus virginicus, Dodonea viscosa, Cyperus ligularis, Indigophera hirsuta</i> ( <i>déterminante ZNIEFF</i> ) |
|  | 11.1331 : Fourrés littoraux sur sable       | <i>Chrysobalanus icaco, Allamanda cathartica, Couroupita guianensis, Oxylis barbelieri, Hibiscus tiliaceus, Terminalia lucida, Astrocaryum vulgare, Cereus hexagonus</i> ( <i>protégée</i> ) , <i>Crudia tomentosa</i> ( <i>protégée</i> ), <i>Hymenea courbaril</i>   |

En ce sens, l'enjeu principal poursuivi est bien de pouvoir à terme **proposer un espace représentatif des littoraux guyanais, au bénéfice de la diversité floristique et faunistique du milieu, du paysage et des services écosystémiques**, dans un souci de cohérence avec les espaces naturels attenants.

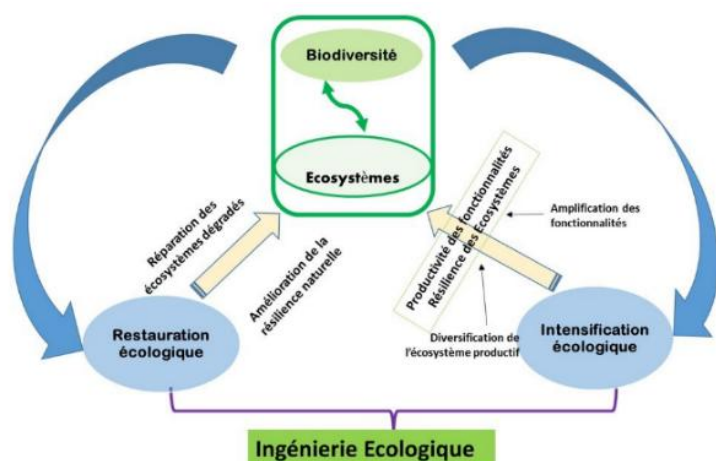
<sup>1</sup> Guide de la flore des bords de mer de Guyane française, Publications scientifiques du muséum, IRD éditions, ISBN(IRD) 2-7099-1533-2, 2003

<sup>2</sup> Habitat patrimonial pour la Guyane

CCTP \_ Prestations de renaturation du site naturel protégé des Salines de Montjoly – Commune de Rémire-Montjoly- Guyane

## 2.4 OBJECTIFS GENERAUX ET RESULTATS ATTENDUS

L'objectif général du projet vise à suivre des méthodologies d'ingénierie écologique pour **reconquérir un écosystème dégradé**, par la combinaison de techniques, aboutissant à une restauration écologique du milieu, par récupération de l'ensemble des composantes de l'écosystème de référence.



Source : 2021- Daouda Ngom : Biodiversité, restauration écologique et intensification écologique : quelles imbrications ?

<https://journals.openedition.org/vertigo/28605?lang=en>

Le projet a également pour objectif de **renforcer des populations menacées d'espèces protégées et/ou patrimoniales**, autrefois abondantes sur le site, et aujourd'hui raréfiées ou absentes.

Suite à ces travaux, le but ultime est de disposer d'un écosystème fonctionnel, conforme au biotope qui était présent avant l'anthropisation, stable et résilient face aux perturbations naturelles futures qu'il pourrait subir (érosion, feux...).

## 3 – DEFINITION DE LA MISSION

### 3.1 – PRESENTATION GENERALE DU PROJET

Considérant les éléments exposés *supra*, renforcés par une compilation de données diverses et notamment un diagnostic floristique et pédologique effectué en juillet 2024<sup>3</sup>, et une reconnaissance récente de la zone (octobre 2025), le projet consiste ainsi en la transcription technique des préconisations formulées par la **mise en œuvre de travaux au service de la restauration de l'écosystème dégradé, sur une surface globale d'environ 17 000m<sup>2</sup>** présentée ci-dessous.

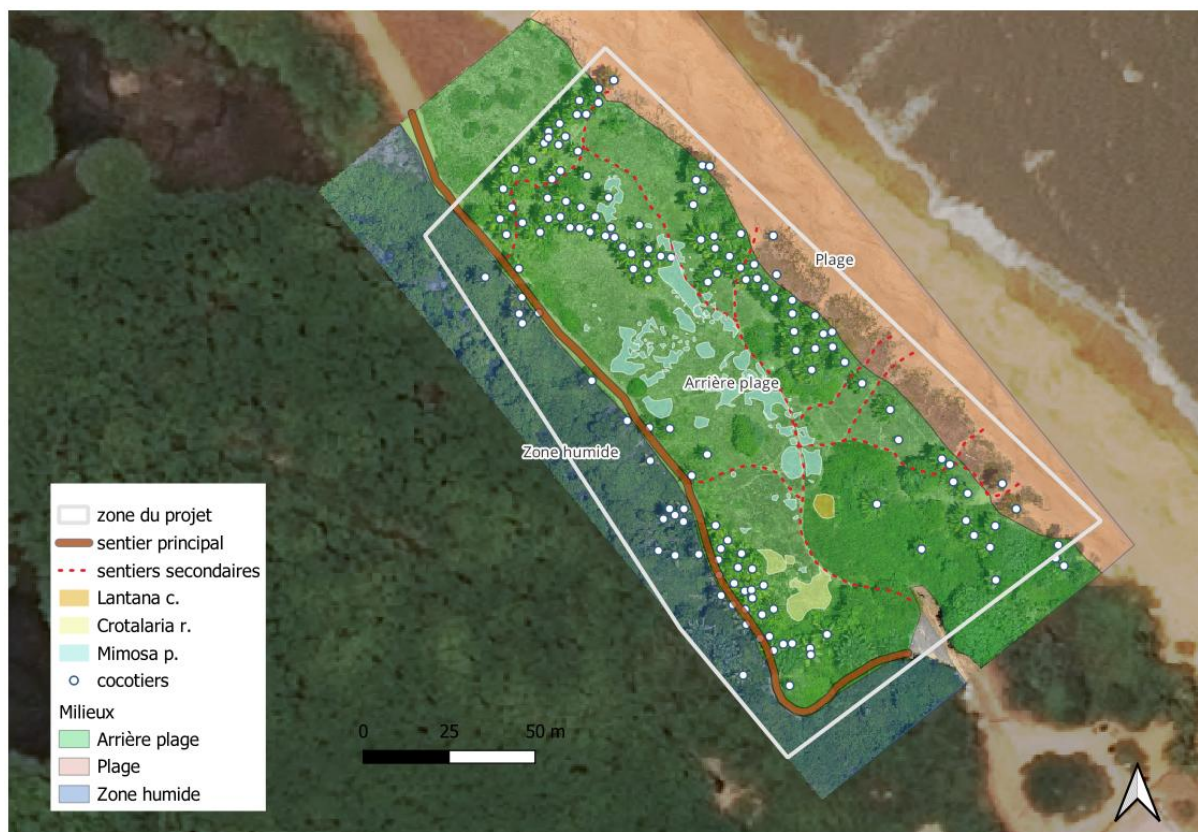


Il s'agit ainsi concrètement de faire réaliser des travaux permettant *in fine* de substituer des espèces végétales non typiques par des végétaux adaptés et inféodés aux habitats initiaux qui ont été détruits ou modifiés par les activités anthropiques passées.

<sup>3</sup> A. LEMAITRE, Conservatoire du littoral, Rapport d'étude : Etude floristique des Salines de Montjoly dans une logique de renaturation d'une zone perturbée

Les relevés de terrain effectués en 2024-2025 mettent en évidence l'importance d'intervenir premièrement sur la végétation afin de libérer la zone des contraintes relevées à savoir :

- une colonisation dense par *Mimosa pudica* ;
- une présence importante de *Cocos nucifera* ;
- la présence ponctuelle de patches de *Lantana camara* ;
- un peuplement relativement dense et monospécifique de *Paspalum maritimum* ;
- un peuplement relativement dense et monospécifique de *Crotalaria retusa*.



Carte mettant en avant le développement d'une végétation non typique des littoraux guyanais

En ce sens il est prévu d'intervenir de manière initiale pour libérer le site de ces contraintes.

Dans une seconde phase, des travaux de préparation de sols puis de revégétalisation sont à prévoir afin de repeupler la zone avec des espèces typiques des cordons dunaires.

Enfin, dans un souci de s'assurer de la bonne reprise de la végétation, un plan d'entretien sur une année complète devra être envisagée.



## 3.2 – PRECONISATIONS TECHNIQUES COMMUNES AUX 2 LOTS

### 3.2.1 Consistance générale des travaux

L'objectif général poursuivi consiste en une reconquête végétale sur un site naturel protégé. **Il ne s'agit pas dans le cadre de ce projet de se placer en position d'aménageur paysager ou urbain** mais bien de réfléchir et d'agir dans une logique visant à rétablir un « paysage naturel et identitaire », en cohérence avec le milieu de destination et la spécificité des lieux.

L'opération d'aménagement des espaces consistera, en fonction des sites :

- à supprimer la végétation non désirée ;
- à réinstaller ponctuellement de la végétation typique des bords de mer.

### 3.2.2 Prise en compte du caractère naturel

S'agissant des sites naturels protégés et sensibles, l'entreprise décrira et appliquera toutes les mesures nécessaires à la préservation des milieux naturels. L'entreprise veillera au plus grand respect des éléments vivants existants. Il sera aussi fait en sorte qu'aucune espèce invasive ou indésirable ne soit importée sur le site par les substrats, les végétaux, ou le matériel utilisé.

### 3.2.3 Gestion de la fréquentation

Le site ayant une fréquentation quotidienne, il n'est prévu aucune fermeture d'accès même temporaire, à la marge de la zone de travaux *stricto sensu*. L'entreprise devra prévoir dans son offre tout moyen permettant de protéger ses travaux et les usagers. Elle devra adapter la signalétique et la matérialisation des circulations, aucune fosse de plantation ne pourra être laissée ouverte sans protection, aucun stockage éventuel ne devra être source de blessures ou dommages. Le planning devra être adapté à la fréquentation du site.

### 3.2.4 Accès au chantier

L'accès au chantier se fera par les voies carrossables existantes, et un seul accès sera autorisé pour l'ensemble du chantier afin d'éviter toute dégradation évitable du milieu naturel. Cet accès sera proposé par l'entreprise et devra être validé par la maîtrise d'ouvrage.

### 3.2.5 Signalisation du chantier

La signalisation de chantier sera faite par les soins de l'entreprise et à ses frais, conformément aux dispositions et aux textes réglementaires applicables au moment de l'exécution des travaux.

L'entrepreneur aura à sa charge la pose et l'entretien de la signalisation, depuis la mise en place jusqu'à son enlèvement après réception ou mise en service.

### 3.2.6 Circulation du personnel et du matériel

Sur les terrains mis à sa disposition, l'entrepreneur devra donner toutes les garanties nécessaires pour une circulation optimale des biens et de personnes. L'entreprise devra s'assurer de ne pas causer de dommage à l'existant (flore, faune et aménagements en présence) et devra s'assurer de ne pas causer quelque tort que ce soit aux usagers de l'espace qui, en dehors des zones de chantier qui auront été matérialisées et qui leur seront temporairement interdites, devront pouvoir circuler librement sur le site.

Dans tous les cas, l'entrepreneur restera seul responsable des dégâts et des dégradations de toute nature aux biens et aux personnes imputables à sa mission qui pourraient résulter des passages tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des emprises.

### 3.2.7 Sécurité et hygiène

L'entrepreneur devra se conformer aux mesures particulières de sécurité prescrites par la réglementation en vigueur dans les chantiers de travaux publics.

Il prendra toutes les mesures de sécurité nécessaires pour la protection des tiers, celle des terrains riverains et éventuellement des murs de clôture. Il devra assurer la signalisation des points dangereux en cours de travaux et mettre en place des garde-corps de protection au droit des fosses.

L'entrepreneur aura en charge les actions pour limiter les émanations de poussière et cela par tous les moyens jugés nécessaires par la Maitrise d'ouvrage (arrosage, écran anti-poussière, etc.).

Il est précisé que dans le cas d'accident au tiers imputable à un défaut de sécurité de chantier, les dispositions rappelées dans le présent document n'ayant pas été rigoureusement observées par l'entreprise, celle-ci garantira le maître d'ouvrage contre toute condamnation en réparation de dommages prononcée à l'égard de ce dernier. L'entrepreneur sera responsable civilement et pénalement de tous les dommages résultant d'une insuffisance de mesures de sécurité.

### 3.2.8 Zones de stockage et de dépôt

Les lieux de stockages et de dépôts provisoires nécessaires à la réalisation des travaux seront présentés et définis préalablement au démarrage des travaux. Les lieux de dépôts provisoires devront nécessairement se trouver à proximité des zones de réemploi éventuel et dans tous les cas dans les emprises mises à disposition de l'entrepreneur. Aucun stockage hors du périmètre d'intervention ne sera toléré.

Si ces zones s'avèrent insuffisantes, le titulaire devra en soumettre d'autres sur son plan d'installation de chantier et les soumettre à l'agrément du maître d'ouvrage.

L'entrepreneur devra concevoir et organiser les mises en dépôt provisoire en respectant strictement les sensibilités du site et en intégrant les aspects sécurité des zones. A ce titre, ces zones de dépôt devront être balisées et ne pas faire obstruction au passage des usagers.

### 3.2.9 Réseaux & canalisations

Le maître d'ouvrage mettra à disposition de l'entrepreneur les demandes de travaux (DT) qu'il aura effectué conformément à ses obligations.

L'entrepreneur attestera donc implicitement connaître l'existence de ces documents. Conformément à la réglementation en vigueur, il restera de sa responsabilité d'aviser les services gestionnaires des concessionnaires d'eau, d'électricité, des opérateurs de téléphonie et de communication et d'une façon générale de toute administration ou concessionnaire du commencement des travaux à l'aide d'un imprimé de "**déclaration d'intention de commencement de travaux**" (DICT) approprié (décret n°2011-1241 du 5 Octobre 2011) et fournira une copie du récépissé du document au maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux.

L'entreprise devra se conformer strictement aux instructions des services concernés en cas de rencontre avec un ouvrage existant. Il est précisé qu'il ne sera pas tenu compte des incidences de ces travaux sur le montant ou le délai du marché.

L'entreprise engagera donc les travaux en complète connaissance de cause et en cas de sinistre sur réseau, soit de son fait, soit d'un manque d'information de la part des concessionnaires ou administration, elle devra faire une déclaration auprès de sa compagnie d'assurance dans les délais et formes prévus à son contrat d'assurance. L'absence de déclaration d'assurance impliquera automatiquement la prise en charge par l'entreprise vis-à-vis du sinistré, du montant des travaux de réparation.

### 3.2.10 Implantation et piquetage

L'implantation définitive de l'emprise de travaux sera définie lors du piquetage général en fonction des contraintes particulières d'exécution du chantier. L'ensemble du piquetage sera réalisé conformément aux plans fournis par le maître d'ouvrage et en corrélation avec les plans de réseaux notamment. Ces travaux resteront aux frais de l'entrepreneur.

### 3.2.11 Nettoyage du chantier et remise en état des lieux

L'entrepreneur titulaire assurera préalablement au démarrage de ses travaux sur site un nettoyage soigné, la mise en décharge et l'évaluation des détritiques de la zone à aménager. Le sol devra être débarrassé, entre autres, de tous gravats, pierres, déchets végétaux, clôtures inutilisables et d'une manière générale de tout élément pouvant être nuisible au bon déroulement de son chantier.

Au fur et à mesure de l'avancement du chantier, l'entrepreneur devra débarrasser quotidiennement le chantier et ses abords de tous les matériaux, débris, gravats, etc., déposés à l'occasion de ses propres travaux. L'entrepreneur devra veiller à ce que le

chantier, ses abords et les voies d'accès au chantier soient toujours dans un parfait état de propreté. L'entrepreneur veillera notamment au nettoyage des roues de ses camions et engins avant d'emprunter les voiries publiques. Le brûlage des déchets de chantier est interdit.

En fin de travaux, aucun matériel, même inutilisable, ne devra subsister dans les emprises et aux alentours du chantier. Tous les dépôts provisoires devront être déblayés, évacués, nettoyés et remis en état à la fin du chantier. Les déblais en excédent seront obligatoirement évacués et transportés en décharge agréée ou dans un lieu désigné avant le commencement des travaux.

L'entrepreneur sera responsable, jusqu'à l'expiration du délai de garantie, du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toute nature, publiques ou privées, affectées par ses propres travaux. Il devra, de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyages nécessaires.

### 3.2.12 Réception des travaux

Un constat de fin de travaux se fera en présence du maître d'ouvrage et de l'entreprise à la fin des travaux.

L'entrepreneur devra aviser le maître d'ouvrage par écrit de l'achèvement des travaux. Une visite sur site devra être prévue et donnera lieu, le cas échéant, à la rédaction par la maîtrise d'ouvrage du PV de réception partiel.

La réception définitive des travaux ne pourra être prononcée qu'à l'achèvement complet des travaux. Un constat d'achèvement des travaux sera produit sur proposition de l'entrepreneur et acceptation du maître de l'ouvrage.

Ce constat ne pourra être prononcé qu'à l'achèvement complet des travaux du lot considéré, après la remise des dossiers de récolement et le nettoyage complet du chantier.

### 3.2.13 Année de garantie et réception définitive

La date retenue définira le moment à laquelle débutera la garantie de parfait achèvement. A partir de ce constat l'année de garantie commencera.

L'entrepreneur sera tenu de garantir ses travaux durant la période de garantie de 1 an. Durant toute cette période, l'entreprise restera responsable de ces travaux.

### 3.2.14 Phasage des missions

Les missions seront phasées comme précisé plus bas, le phasage sera spécifique à chaque lot. Chaque phase donnera lieu à un ordre de service sans lequel l'entrepreneur ne pourra pas entamer la mission. Tout démarrage d'une mission sans l'ordre de service afférent entraînera une responsabilité pleine et entière de l'exécutant.



## 3.3 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AU LOT 1

Outre les prescriptions générales présentées au point 3.2, les préconisations suivantes, spécifiques au lot numéro 1, devront être acceptées et respectées sans réserve par l'entreprise.

### 3.3.1 Planning de la mission

#### *Phasage de la mission*

La mission afférente au lot numéro 1 comportera 3 phases consécutives :

Phase 1 : Réunion préalable et mise en production des plants ;

Phase 2 : Travaux de préparation des sols ;

Phase 3 : Travaux de plantation ;

Phase 4 : Suivi et entretien.

Chaque phase sera actée par un ordre de service de démarrage transmis par le maître d'ouvrage à l'entreprise et, à compter de la date mentionnée sur ce document, le phasage de la mission sera suivant :

| Phasage |  | Délais MAXIMUM imposé   |
|---------|--|---|
| Phase 1 | Réunion préalable initiale                   | 2 semaines à partir de la réception de l'OS phase 1   |
|         | Mise en production des plans                 | Dès la fin de la réunion préalable et suivant vitesse de croissance, pour une plantation en saison adaptée (« saison des pluies »). |
| Phase 2 | Travaux de préparation des sols              | 2 mois à compter du PV de réception de la phase 1 et après réception de l'OS phase 2, en cohérence avec la saisonnalité.            |
| Phase 3 | Transport des plans et travaux de plantation | 2 mois à compter du PV de réception de la phase 2 et après réception de l'OS phase 3, en cohérence avec la saisonnalité.            |
| Phase 4 | Suivi et entretien des plantations           | 2 ans à compter du PV de réception de la phase 3 et réception de l'OS phase 4.  |

Un procès-verbal de réception partiel validera la fin de chaque phase. Le procès-verbal de réception définitive clôturera la mission.

#### *Précision du contenu des phases*

##### *a) Réunion préalable initiale*

Cette étape consiste en la validation par le maître d'ouvrage :

- de l'origine des plantes qui seront implantées (au sens végétal d'origine local) ;
- des quantités et des espèces qui seront implantées ;
- du plan de plantation, basé sur les plans fournis et recalé sur l'existant en fonction de contraintes éventuellement mises en avant par l'entreprise ;
- des modalités techniques d'intervention (techniques de plantation et matériel utilisé) ;

- du planning prévisionnel : date d'intervention et durée du chantier ;
- des mesures de sécurité des biens et des personnes mises en œuvre.

Cette étape donnera lieu une réunion, à l'initiative du prestataire, en présence d'un représentant du Conservatoire du littoral, du dirigeant de l'entreprise (ou le cas échéant d'un de ses représentant), d'un représentant des éventuels sous-traitants et d'un représentant de la structure gestionnaire de l'espace.

#### b) Mise en production des plans

Cette étape consiste en la mise en production des espèces végétales destinées à être implantées sur la base de la liste de plantes établie et donnée dans le DPGF.

#### c) Préparation des sols

Cette étape consiste en la préparation des sols préalable et nécessaire aux travaux de replantation qui intègre le retrait et l'évacuation des espèces non désirées ainsi que la libération des zones destinées à être revégétalisées.

#### d) Transport des plants et travaux de plantation

Cette étape consiste en la fourniture et au transport des plans sur site ainsi qu'aux travaux nécessaires jusqu'à leur plantation. Elle intègre également la pose des systèmes de maintien (tuteurage) et de mise en défend des espèces plantées. Elle donnera lieu à une réunion de démarrage des travaux et une réunion de fin de travaux. En fonction de la durée prévue du chantier, des réunions intercalaires pourront être demandées par le maître d'ouvrage.

#### e) Suivi des plantations et entretien

Cette étape consiste en le suivi et l'entretien régulier, sur deux années complètes, des travaux effectués et, le cas, échéant, du remplacement des plans dégradés ou morts, si ces événements ne sont pas imputables à des dégradations volontaires.

### 3.3.2 Fourniture des matériaux

#### *Composition du substrat de culture*

A sa mise en place sur le chantier, en fonction d'un besoin exprimé par l'entreprise ou par le maître d'ouvrage, le substrat de culture devra présenter les caractéristiques présentées ci-dessous :

- il sera composé d'éléments naturels ;
- il sera issu d'horizons de surface humifères pouvant être enrichi avec des matières organiques d'origine végétale, des amendements organiques et/ou des matières minérales ;
- il sera homogène, sans éléments indésirables (racines, pierres, végétaux) ou substances chimiques toxiques (métaux lourds, désherbants, pesticides...).
- il sera composé de 3 à 15% de matière organique et une fraction fine (< 2 mm) supérieure à 50% en masse ;

- il devra être exempt de toute espèce identifiée comme invasive ;
- il devra être exempt de tout élément exogène non végétal (plastiques, fer, gravats...) ;
- sa provenance sera obligatoirement locale.

Les volumes et les lieux d'approvisionnement devront être présentés par l'entreprise avant le démarrage du chantier et un échantillon témoin représentatif, réalisé à partir de plusieurs prélèvements de volumes identiques (1 litre minimum), répartis sur l'ensemble de la surface ou du volume du (des) lieu(x) d'approvisionnement envisagé(s), seront proposés au maître d'ouvrage avant le démarrage des travaux de plantation.

### *Tuteurs*

Les tuteurs destinés à stabiliser les espèces arbustives et arborescentes seront de type monopode en bois. Ils auront vocation à être maintenus en place pendant trois années suivant la plantation.

Les bois des tuteurs (« poteaux », « pieux ») utilisés seront des essences de catégorie IV et proviendront de Guyane. La nature du bois devra correspondre à l'utilisation spécifique qui en sera faite. Les essences possibles sont les suivantes : Balata, Ebène, Gaïac, Wapa ou Wacapou. Sa qualité devra être certaine et son origine garantie. Tout bois fendu ou présentant des signes d'affaiblissement prématuré sera écarté. L'utilisation d'aubier est proscrite.

Les bois auront une section avoisinant les 27\*55mm, et seront fichés d'au moins 50 cm dans le sol pour une hauteur hors-sol de 150cm minimum. Ils seront disposés afin de créer un support solide et durable au végétal. Leur enfoncement dans le sol sera réalisé manuellement, sans fragiliser les poteaux.

Les tuteurs seront reliés aux plantes au moyen des systèmes de maintien des arbres spécifiques à cet usage qui devront pouvoir durer plusieurs années, ne pas provoquer de blessures à la plante, être susceptibles de suivre la croissance de la plante et être desserrés facilement en cas de besoin.

Ils devront être positionnés en prenant en compte le système racinaire de l'individu planté, afin de ne pas y porter un quelconque préjudice.

### *Végétaux*

La description et la nomenclature des végétaux à planter est donnée dans le DPGF, faisant partie intégrante de la consultation. Ces choix intègrent une analyse des cortèges floristiques typiques des milieux littoraux guyanais, se base sur la bibliographie existante sur le sujet, s'appuie sur des dires de botanistes conseils, et intègre des retours d'expériences de l'établissement sur ce sujet. Il s'appuie également sur les retours d'expérience des professionnels du territoire sur la capacité de mise en culture des espèces envisagées.

Une attention particulière doit être portée à connaissance s'agissant de la réintroduction souhaitée d'espèces végétales protégées. Ces travaux nécessitent une demande de dérogation auprès des services de l'Etat (DGTM) pour la collecte, le transport, la mise en culture et la replantation des spécimens de ces espèces. Ces formalités administratives

seront de la responsabilité de l'entreprise et les pièces justificative de cette autorisation particulière devront être fournies au maitre d'ouvrage dès réception.

Tous les végétaux seront fournis dans les genres, espèces ou variétés indiqués, conformes à l'état souhaité de plantation et dans les dimensions prescrites dans les DPGF qui constituent des minimas.

Cette liste n'est pas exhaustive et est donnée à titre indicatif. Toute proposition d'espèce de substitution pourra être proposée par le candidat. Ces variations devront cependant rester marginales, et justifiées par le prestataire. Elles devront faire l'objet en amont d'une validation par le maitre d'ouvrage.

Les plants seront de belle venue, sains, propres, bien proportionnés ; leurs racines seront sans cassures et bien pourvues de chevelus. Les arbres ne seront jamais étêtés, les branches seront raccourcies. Les arbres tiges seront bien formés. Tous les végétaux seront exempts de parasites, tant animaux que végétaux ainsi que de toutes lésions susceptibles d'empêcher une bonne croissance.

Les plants seront livrés en sachets plastiques ou conteneurs, les racines bien développées ne seront pas sorties du sac ou du conteneur pendant la période de culture.

Tous les plants qui ne rempliraient pas les conditions énoncées ci-dessus seront refusés et obligatoirement remplacés aux frais des soumissionnaires dans les genres, espèces ou variétés indiqués sur le DPGF.

À la date inscrite dans l'ordre de service de démarrage de la mission, la date de plantation des végétaux sera définie. L'entrepreneur prendra toutes dispositions pour que les végétaux à fournir soient mis en culture suffisamment tôt afin d'être livrés dans le respect du planning prévisionnel, en quantités suffisantes et conformes aux stipulations du marché.

L'entrepreneur devra informer le maitre d'ouvrage de toute difficulté de mise en culture ou d'approvisionnement de certaines espèces. Si ces directives ne sont pas observées le maitre d'ouvrage se réserve le droit d'imposer à l'entrepreneur à ses frais son approvisionnement dans les pépinières de son choix, le cas échéant en espèces identiques de celles définies au marché ou, en cas d'indisponibilité, en espèces de substitution.

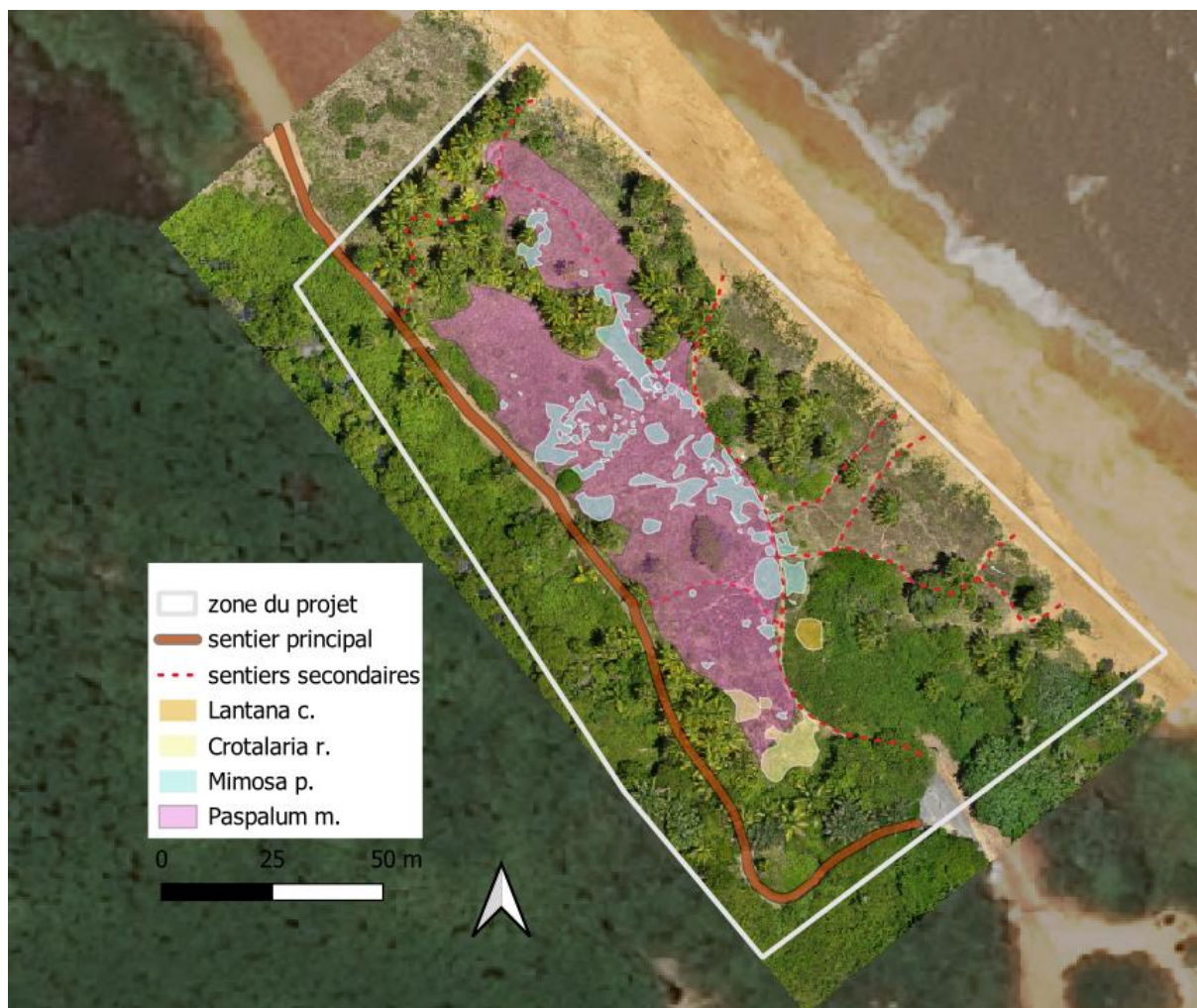
#### *Paillage*

Afin de maximiser la reprise et la croissance des espaces plantées, les espèces arbustives et arborescentes seront paillées sur 10 cm de hauteur et sur une largeur de 50 cm autour du collet du plan. Le paillage sera du broyat local, de type bois raméal fragmenté (BRF) d'origine local.



### 3.3.3 Préparation des sols

S'agissant d'un milieu naturel perturbé, colonisé ponctuellement par des espèces à forte dynamique, un travail préalable d'éradication des espèces non souhaitées est nécessaire.



Carte mettant en avant le développement d'une végétation non typique des littoraux guyanais

#### *Mimosa pudica* :

Cette espèce de « sensitive » bien connue des environnements perturbés en Guyane (bords de routes, friches...) appartient à la famille des fabacées. Elle tolère des conditions abiotiques difficiles. Son pouvoir colonisateur est relativement élevé et l'espèce a tendance, sans compétition, à former rapidement des patches monospécifiques compliquant la reprise de la végétation endémique.

Sur les Salines de Montjoly, l'espèce a effectivement bénéficié d'un biotope perturbé pour assoir sa prédominance.

Les travaux cartographiques récents (octobre 2025) mettent en avant une colonisation de l'ordre de 1000m<sup>2</sup>, sur une bonne partie de la zone. L'espèce est répartie en une centaine de patches de tailles et de formes diverses. Des individus ponctuels sont aussi observés.



Carte mettant en avant le développement du *Mimosa pudica*

Ces patches doivent être traités prioritairement par arrachage manuel et export des espèces hors du site, en plateforme agréée. Cette action sera menée AVANT la montée en graine, afin d'éviter la dissémination. L'utilisation de débroussailleuse est à proscrire, car cette technique pourrait justement favoriser la dissémination de graines.

#### *Lantana camara* :

Les relevés précédents mettent en avant sur la zone quelques patches ponctuels de *Lantana camara* (« Lantanier »), avoisinant une surface approximative de 50m<sup>2</sup>. Cette espèce ubiquiste affectionne, comme *Mimosa p.*, les biotopes perturbés et ne fait pas partie des espèces typiques des bords de mer. En ce sens, son retrait est souhaité.

La destruction de cette espèce devra être réalisée par sabrage avec export de la matière en décharge agréée.

#### *Paspalum maritimum* :

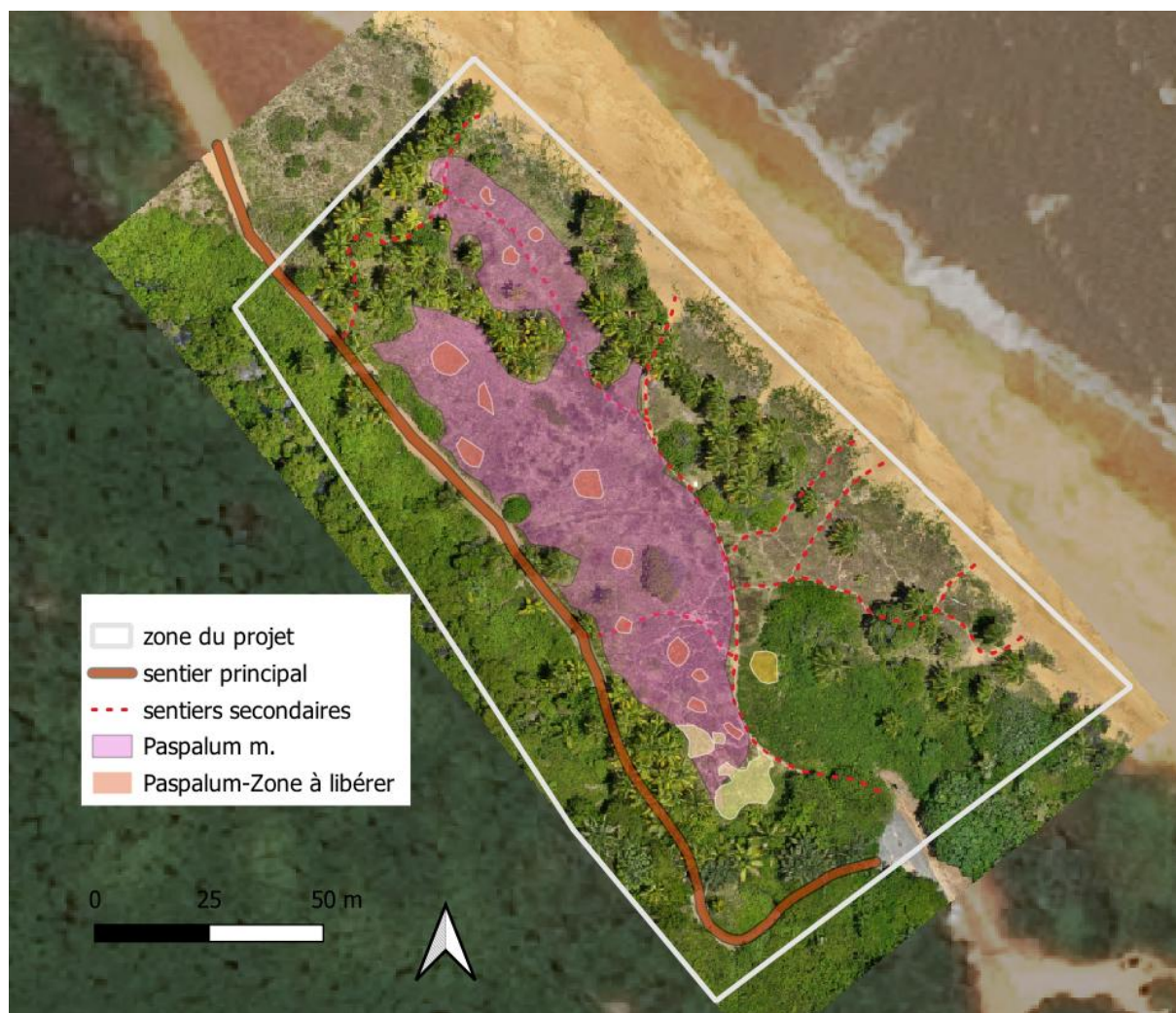
Cette espèce de cypéracée, d'origine locale, adaptée à son environnement et représentative du cortège floristique de bords de mer est très représentée sur la zone et à tendance à uniformiser le milieu. Son port haut couplé à un certain pouvoir colonisateur à



tendance à freiner toute possibilité de progression et d'implantation d'autres espèces, figeant le milieu et empêchant toute dynamique rapide de recolonisation. En ce sens, son contrôle apparaît important.

Ce contrôle devra passer par un débroussaillage sporadique d'une partie de cette population, afin de créer des « trouées » ponctuelles, favorables aux travaux de replantation et à la croissance des espèces qui seront réimplantées. La matière débroussaillée devra être exportée en décharge agréée.

La carte ci-dessous présente l'emprise générale de *Paspalum m.* estimée à environ 3900m<sup>2</sup> ainsi que les zones destinées à être libérées de cette espèce, estimée à 1200 m<sup>2</sup>,

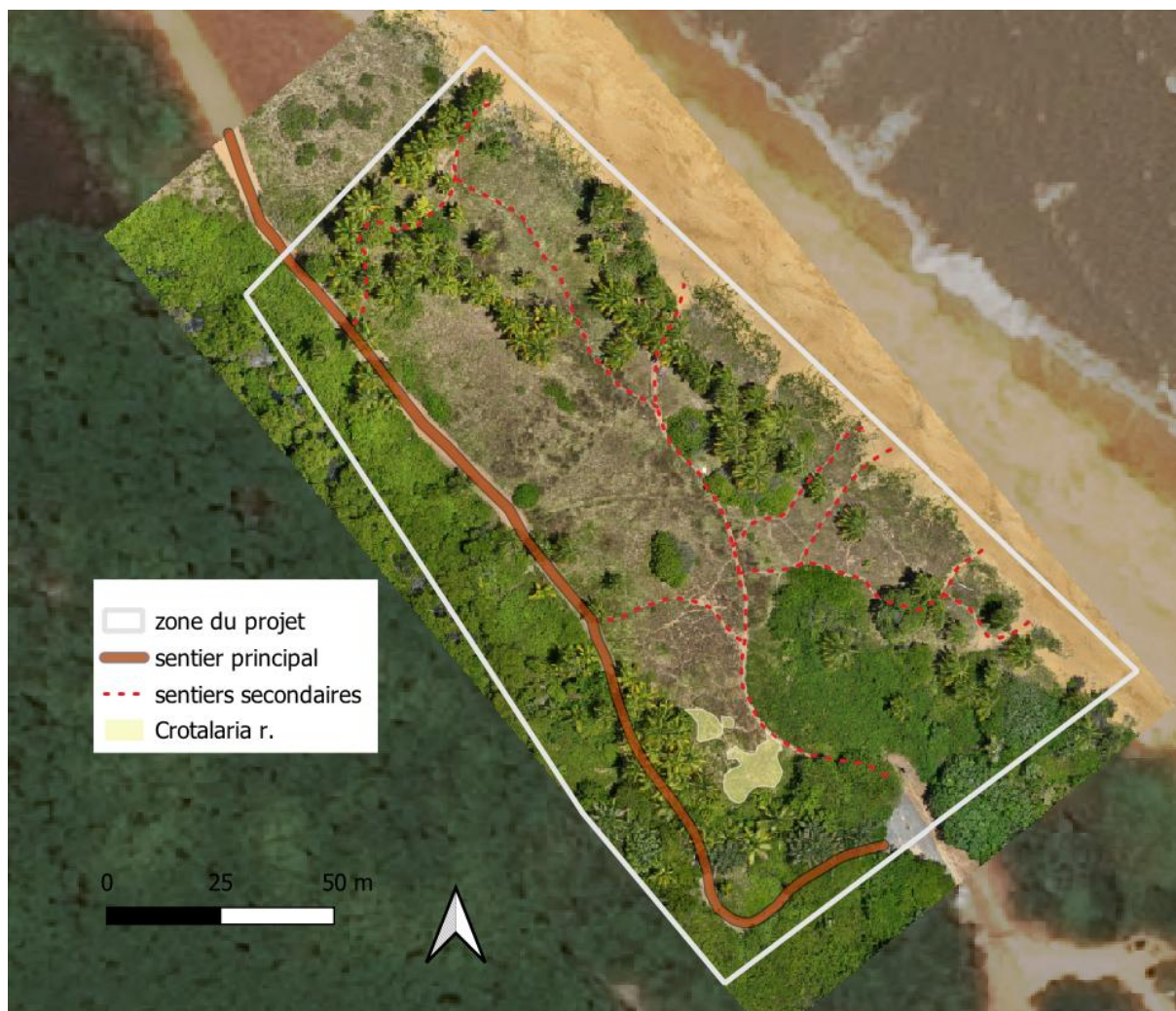


Carte mettant en avant le recouvrement du *Paspalum maritimum* et montrant les zones à libérer

#### *Crotalaria retusa* :

Cette espèce de la famille des Fabacées affectionne les sols sableux d'arrière plage. Bien que non endémique des plages de Guyane, elle a trouvé dans ces conditions des facteurs abiotiques favorables à sa croissance. Observée ponctuellement sur les parties les plus sableuses des environnements littoraux, elle reste une plante de milieux ouverts et son pouvoir de reproduction lui confère une capacité accrue de densification.

Sur la zone considérée, il a été mis en avant en 2024 un massif de *Crotalaria r.* de l'ordre de 150 m<sup>2</sup>, schématisé sur la carte ci-après.



Carte mettant en avant le recouvrement du *Crotalaria retusa*

Ce peuplement doit être limité afin de laisser plus de place à la croissance d'autres espèces psmamophiles plus typiques de nos littoraux.

Ce contrôle devra passer par un arrachage manuel de 50% de cette station, afin de créer des « trouées » favorables à la reprise naturelle d'autres végétaux et aux travaux de replantation et à la croissance des espèces qui seront réimplantées. La matière arrachée devra être exportée en décharge agréée.

### [3.3.4 Plantation](#)

#### *Plan de plantation :*

Les travaux de plantation devront s'appuyer sur les préconisations du maitre d'ouvrage et devront notamment respecter les volontés de revégétalisation en « groupement », tels que présentés sur la carte ci-dessous, permettant de maximiser la reprise et de recréer des paysages typiques des arrières plages. Ces « patchs », « ilots » ou « groupements » désirés devront s'inscrire dans les zones qui auront été libérées des contraintes végétales exprimées supra ( ndlr : les groupements d'espèces non désirées). Ils devront respecter les préconisations suivantes : création de « patchs » composés d'agencements aléatoires, tant en forme qu'en diversité des espèces présentées dans le DPGF. La carte ci-dessous



présente les emplacements proposés pour ces ilots qui totalisent une surface cumulée de 1125 m<sup>2</sup> environ, représentant 38 ilots.



Carte mettant en avant le plan de plantation souhaité

Ces préconisations devront être respectées mais pourront, en fonction des aléas naturels ou des contraintes techniques mises en avant par l'entrepreneur ou le maître d'ouvrage, avant ou pendant la phase de plantation, faire l'objet de modifications des emplacements ou de l'organisation générale prévue, sans remise en cause à la baisse des quantitatifs initiaux.

#### Saisonnalité :

S'agissant de travaux de revégétalisation en milieux difficiles, soumis à des facteurs abiotiques très contraignants, la saisonnalité est un élément primordial de la réussite de ces travaux.

En ce sens, l'entreprise s'appuiera sur la saisonnalité locale pour définir avec le maître d'ouvrage la période la plus propice à la bonne reprise des végétaux. En première intention, les mois de décembre à juin (exclusion faite du « petit été de mars ») doivent être prioritaires. La « grande saison des pluies » semble en effet proposer une temporalité idéale, elle pourra cependant être adaptée en fonction des arguments qui pourraient être évoqués par le prestataire retenu.

#### *Fosses de plantation :*

Les fosses de plantation destinées à accueillir les espèces implantées seront de taille suffisante pour garantir l'introduction totale de la partie racinaire des plants. Elles seront donc adaptées au contenant. Le volume du contenant devra ainsi définir la taille de la fosse, qui sera supérieure de 100% à ce dernier. Le sol sera ameubli sur plusieurs centimètres aux alentours afin de faciliter la reprise racinaire.

#### *Mouillage des fosses :*

Lors des travaux de plantation, les fosses créées seront mouillées en leur fond afin de procurer aux végétaux une « réserve » d'eau afin de limiter le stress de la transplantation.

#### *Amendement des végétaux :*

Bien que s'agissant de végétaux résistants habitués à de sols pauvres, l'amendement est une option qui pourra être proposée afin de maximiser la croissance des espèces qui seront réimplantées en fournissant un coup de pouce de redémarrage. Les spécifications des matériaux autorisés sont présentées *supra*.

### 3.3.4 Entretien

#### *Entretien des espèces implantées :*

Cette étape consiste en le suivi et l'entretien sur deux années complètes des travaux de plantation effectués et, le cas, échéant, du remplacement des plans dégradés ou morts, si ces événements ne sont pas imputables à des dégradations volontaires. L'objectif est de disposer à l'issue de ces deux années d'entretien d'un espace revégétalisé conforme en densité et en genre/espèces au programme prévisionnel.

6 entretiens seront programmés à partir de la date de réception des travaux initiaux de plantation (T0) :

T0+ 1 mois → T0+ 3 mois → T0+ 6 mois → T0+ 12 mois → T0 + 18 mois → T0 + 24 mois

Chaque entretien devra permettre de s'assurer de la bonne reprise des plans. Dans le cas contraire, et sauf en cas de dommages non imputables à l'entreprise, le prestataire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour satisfaire aux exigences de réussite : remplacement des individus morts ou sans chance de croissance, taille sanitaire, alimentation en eau, paillage, amendement, désherbages alentours...

Chaque entretien devra faire l'objet d'un rapport succinct mettant en avant l'état général de la zone revégétalisée et présentant les travaux effectués.

#### *Entretien des repousses d'espèces non désirées :*

Cette étape consiste en le suivi et l'entretien sur deux années complètes des travaux d'arraches/sabrages effectués sur les espèces non désirées ( *Mimosa p.*, *Paspalum m.*, *Crotalaria r.*, *Lantana c.*) et, le cas, échéant, à mener des campagnes d'éradication supplémentaires, en utilisant les mêmes techniques et conditions que celles exposées *supra*. L'objectif est de disposer à l'issue des 2 années d'entretien d'un espace exempt d'espèces exogènes.

6 entretiens seront programmés à partir de la date de réception des travaux initiaux de retrait de la végétation problématique (T0) :

T0+ 1 mois → T0+ 3 mois → T0+ 6 mois → T0+ 12 mois → T0 + 18 mois → T0 + 24 mois

Chaque entretien devra permettre de s'assurer de la libération de la zone vis-à-vis des espèces exogènes. Dans le cas contraire, le prestataire devra prendre toutes les mesures nécessaires pour satisfaire aux exigences de réussite.

Chaque entretien devra faire l'objet d'un rapport succinct mettant en avant l'état général de la zone traitée et présentant les travaux effectués.

## 3.4 – PRESCRIPTIONS TECHNIQUES SPECIFIQUES AU LOT 2

Outre les prescriptions générales présentées au point 3.2, les préconisations suivantes, spécifiques au lot numéro 2, devront être acceptées et respectées sans réserve par l'entreprise.

### 3.4.1 Planning de la mission

#### *Phasage de la mission*

La mission afférente au lot numéro 2 comportera 3 phases consécutives :

Phase 1 : Réunion préalable, marquage des individus ;

Phase 2 : Coupe et export des cocotiers.

Chaque phase sera actée par un ordre de service de démarrage transmis par le maître d'ouvrage à l'entreprise et, à compter de la date mentionnée sur ce document, le phasage de la mission sera suivant :

| Phasage |                               | Délais MAXIMUM imposé   |
|---------|-------------------------------|---|
| Phase 1 | Réunion préalable initiale    | 2 semaines à partir de la réception de l'OS phase 1                                 |
|         | Marquage des individus        | Dès la fin de la réunion préalable  |
| Phase 2 | Coupe et export des cocotiers | 2 mois à partir du PV de réception de la phase 1 et après réception de l'OS phase 2 |

Un procès-verbal de réception partiel validera la fin de chaque phase. Le procès-verbal de réception définitive clôturera la mission.

#### *Précision du contenu des phases*

##### *a) Réunion préalable initiale*

Cette étape consiste en la validation par le maître d'ouvrage :

- des modalités techniques d'intervention (techniques d'éradication et matériel utilisé, modalités de transport, circulation d'engins sur la zone..) ;
- du planning prévisionnel : date d'intervention et durée du(des) chantier(s) ;
- des mesures de sécurité des biens et des personnes mises en œuvre.

Cette étape donnera lieu une réunion en présence d'un représentant du Conservatoire du littoral, du dirigeant de l'entreprise (ou le cas échéant d'un de ses représentant), d'un représentant des éventuels sous-traitants et d'un représentant de la structure gestionnaire de l'espace.

##### *b) Marquage des individus*

Cette étape consiste à marquer à la bombe peinture ou par tout autre moyen visuel les individus destinés à être retirés. Cette intervention devra être réalisée suite aux consignes

qui auront pu être formulées par le maître d'ouvrage lors de la réunion initiale et le marquage devra être validé par le maître d'ouvrage et le gestionnaire.

#### c) Coupe et export des cocotiers

Cette étape consiste en :

- la coupe par tronçonnage des cocotiers qui auront été marqués ;
- le billonnage au sol ;
- l'export de la matière ( stipe billonnés, palmes et fruits) en centre de retraitement agréé.

### 3.4.2 Matériel nécessaire

Il est nécessaire pour ce chantier de s'équiper et d'utiliser des tronçonneuses. Ces dernières seront conformes à la législation en vigueur et adaptées au nombre et aux diamètres des cocotiers destinés à être retirés de la zone. Les chaînes seront parfaitement affûtées et les machines devront avoir été révisées préalablement aux travaux.

Le stockage temporaire des tronçonneuses, leur petit entretien et les remplissages de consommables (huile de chaîne, essence) se fera sur un emplacement unique et dédié, sur un support adapté (bâche ou autre) permettant d'éviter toute fuite de consommable ou toute pollution vers le milieu naturel. Tous les consommables seront également regroupés à cet emplacement.

L'utilisation d'engins roulants équipés de nacelles est proscrit.

S'agissant d'un chantier important d'abattage, de gros volumes de matière devront être évacués. En ce sens, l'exécutant est autorisé à faire rentrer un engin motorisé de type « camionnette » ou « camion-benne » sur le site afin de réduire les déplacements des ouvriers depuis le point d'abattage vers le point de collecte.

Cependant, s'agissant d'un milieu fragile, et afin de ne pas multiplier les cheminements, il est convenu et accepté par l'entrepreneur que **trois points maximum de collecte** seront définis et validés en amont par le maître d'ouvrage et le gestionnaire, préalablement à l'intervention. Le trajets d'accès de ces engins sur la zone devront être systématiquement les mêmes et devront être les plus directs possibles.

Il est important de noter que la zone destinée à être traitée possède un substrat sableux et que le risque d'enlèvement est notable.

Si l'option « point de collecte » est retenue par l'exécutant, ce dernier sera pleinement responsable des ornières et autres modifications de sols qui seront imputables à la présence sur zone de l'engin de collecte et devra mettre en œuvre les moyens nécessaires pour effacer les conséquences de ses actes.

### 3.4.3 Technique d'abattage et de billonnage

La technique d'abattage devra respecter les standards de la profession. Les cocotiers seront tronçonnés au ras du sol (TN = 0). L'abattage devra être dirigé et l'angle de chute sera défini précisément pour permettre de coucher les stipes vers les zones les moins vulnérables. Le billonnage aura lieu au sol, dans une zone de faible impact.

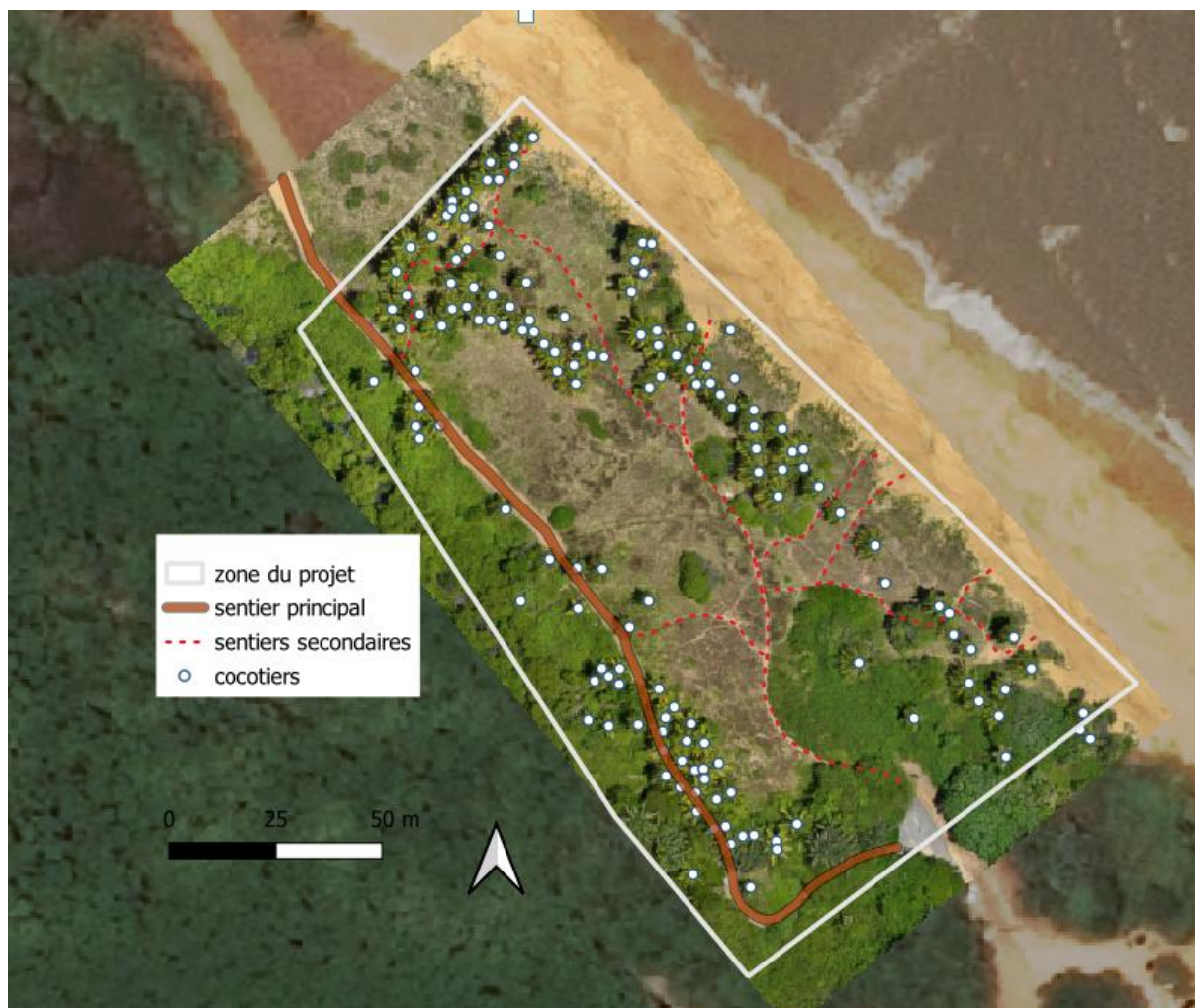


#### 3.4.4 Export des produits de coupe

Les produits de coupe (stipes billonnés, palmes et cocos) seront exportés et transportés en plateforme de retraitement agréée, aux frais de l'entreprise. L'entreprise aura l'obligation de remettre les bons de dépôt au maître d'ouvrage.

#### 3.4.4 Zone à traiter et densité des individus

La carte ci-dessous présente les emplacements des cocotiers destinés à être abattus.



Carte mettant en avant la colonisation par *Cocos nucifera*

Cette carte est basée sur une orthophotographie récente datant d'octobre 2025 et permet de référencer 138 pieds de cocotiers dispersés sur la zone. Tous ces spécimens n'ont pas vocation à être couchés, le nombre et l'emplacement de pieds à abattre sera communiqué ultérieurement au prestataire, sans dépasser le nombre de 100 pieds adultes qui doit servir de référence à l'établissement de la proposition commerciale.

## 4 – RESTITUTION DE LA MISSION

La mission du prestataire nécessitera, en fonction du(des) lot(s) dont il sera titulaire, la production des documents suivants :

- demande DICT avec AR ;
- demande de dérogation pour la collecte, la multiplication, la mise en culture, le transport d'espèces protégées ;
- les plans de recollement des ouvrages produits ;
- un dossier technique regroupant les modalités du plan d'entretien et de suivi des ouvrages, ainsi que le planning d'intervention.

Les documents seront fournis par la titulaire sous format papier (A3 maximum) en 2 exemplaires couleurs reliés.

Le prestataire fournira également une version numérique de l'ensemble :

- pour les éléments textes et tableaux : format Word et Excel (ou équivalent) pour PC,
- pour les éléments graphiques (infographie) : Adobe Photoshop, Adobe Illustrator (ou équivalen) pour les compositions, .tiff ou .jpeg pour les images,
- pour les éléments cartographiques : fichiers de formes compatibles QGis, Autocad et PDF
- une version .pdf assemblée de chaque dossier,
- Plan papier. L'échelle sera définie en accord avec le maitre d'ouvrage.

## 4 – ELEMENTS TECHNIQUES MIS A DISPOSITION DU CANDIDAT

- Ensemble des données SIG (projet Qgis, couches raster et couches vectorielles) afférentes